



Département de la  
Seine-Maritime

**D.2017.10/16**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/11/2017

Publication : 06/11/2017

Le Maire,  
Daniel Fidelin



Arrondissement du  
HAVRE

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 30 octobre 2017**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>28</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>5</b>
Nombre de Votants .....	<b>33</b>

Extrait de la délibération affiché le **4 novembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **30 octobre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 23 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY**, Juliette **LOZACH**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**  
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Corinne **LEVILLAIN**  
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Martine **LESAUVAGE**

**Secrétaire de séance**

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 30 octobre 2017

2017.10/16

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEROGATION MUNICIPALE AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIES – ANNEE 2018 – AVIS

Mr Gilbert FOURNIER, Adjoint au Maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciales. Le code du travail donne ainsi compétence au maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre de l'année antérieure, aux établissements commerciaux de vente au détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015, dite loi Macron.

Conformément à l'article L.3132-26 et R. 3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et du Conseil Municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2018, sont les suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire, suite à une consultation faite sur l'ensemble de la CODAH auprès des enseignes de la grande distribution et des Unions Commerciales, sollicite l'autorisation du maire afin d'ouvrir exceptionnellement en 2018 les :
  - 7, 14, 21 janvier,
  - 1<sup>er</sup> juillet,
  - 2 septembre,
  - 25 novembre,
  - 2, 9, 16, 23 et 30 décembre ;
- L'enseigne de surgelés « Picard », souhaite également obtenir cette autorisation pour 4 dimanches pendant les fêtes de fin d'année, soit les dimanches 9, 16, 23 et 30 décembre 2018 ;
- L'enseigne « Darty », souhaite quant à elle obtenir l'autorisation du maire pour ouvrir 5 dimanches pendant les fêtes de fin d'année et les soldes, prioritairement le 14 janvier, le 1<sup>er</sup> juillet, le 9 septembre, le 25 novembre, les 2, 9, 16, 23 et 30 décembre 2018 ;
- Le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA), souhaite aussi obtenir cette autorisation sur 5 dimanches pour l'organisation de portes ouvertes, soit le 21 janvier, le 18 mars, 17 juin, le 16 septembre et le 14 octobre 2018 ;
- L'enseigne « Norauto » a demandé quant à elle une autorisation de dérogation pour le 1<sup>er</sup> juillet, le 8 juillet, le 9 décembre, 16 et 23 décembre 2018 ;
- L'enseigne GIFI, nous a fait part de son souhait d'ouvrir les dimanches 7, 14, 21, et 28 octobre, 04, 11, 18, 25 novembre et 02, 09, 16 et 23 décembre 2018.

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés ont été consultées par courrier en date du 18 septembre 2017. La FHE (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable. Les syndicats FO et CFE-CGC et la FDCF (Fédération Nationale des détaillants en chaussures de France) ont donné un avis défavorable. Les syndicats CFDT, CGT et CFTC n'ont pas émis d'avis.

Le Conseil Communautaire de la CODAH du 5 octobre 2017 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par M. le Maire le 28 août 2017.

Toutefois, le maire n'est pas lié par leur avis, qu'il soit favorable ou défavorable, ou leur absence d'avis. Il dispose d'un entier pouvoir d'appréciation pour appliquer cette dérogation.

Pour l'année 2018, il est proposé de donner des dérogations municipales au repos dominical aux 7 dates suivantes :

- 14 janvier (soldes hiver)
- 1er juillet (soldes été)
- 2 septembre (rentrée scolaire)
- 9, 16, 23 et 30 décembre (fêtes de fin d'année)

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code du Travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 et 27, R.3132-21 et D.310-15-2 ;

**VU** la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 257 ;

**VU** la consultation des Organisations Syndicales d'employeurs et de salariés présentées par des commerçants et les Syndicats F.O., C.F.D.T., C.G.T, C.F.T.C et CF-CGC en date du 18 septembre 2017 ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Communautaire de la CODAH du 5 octobre 2017 ;

#### **CONSIDERANT**

- que la loi du 6 août 2015 donne la possibilité aux communes d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales dans les commerces de détail où le repos hebdomadaire a lieu le dimanche ;
- que l'arrêté municipal accordant telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées ; après avis du Conseil Municipal et après avis de l'EPCI dont la commune est membre au-delà de 5 dimanches concernés ;
- que les dates retenues correspondent aux demandes des commerçants suite à la consultation faite la Chambre de Commerces et d'Industrie de l'Estuaire et que ces dates ont également été choisies par la ville du Havre et la ville d'Harfleur ;

**Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 11 octobre 2017 ayant donné un avis favorable**

**VU** le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des affaires générales, des grands projets, de l'informatique et du développement économique ;



**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

**- d'émettre un avis favorable** sur les dérogations au principe de repos dominical des salariés aux 7 dates proposées.

**ADOPTÉE A LA MAJORITE** par le Conseil Municipal.

**Pour : 26**

**Contre : 7** (Nada AFIOUNI, Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD, Aurélien LECACHEUR)

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



*Le Maire*